

6 octobre 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien kazakh "Respoublika" du 6 octobre 2009, sur les relations franco-kazakh et sur le conflit russo-géorgien de 2008.

1. Monsieur le Président, en août 2008, vous avez activement participé à la résolution du conflit complexe entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud. A ce sujet, êtes-vous satisfait par la situation actuelle, en notant qu'encore un pays a reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie ?

Lorsqu'à l'été 2008, cinq jours seulement après le début des combats, je me suis rendu, au nom de l'Union européenne, à Moscou puis à Tbilissi, ma priorité était de parvenir à un cessez-le-feu immédiat et d'engager un processus de règlement politique de la crise. C'est ce que nous avons obtenu avec les accords du 12 août et du 8 septembre 2009 qui ont mis fin aux combats et permis l'ouverture des discussions internationales de Genève. Ces discussions constituent encore aujourd'hui le cadre du dialogue entre les parties. Sept réunions ont déjà eu lieu, avec de premiers résultats concrets, comme la mise en place d'un mécanisme de prévention des incidents. Ces discussions doivent se poursuivre.

Avec nos partenaires de l'Union européenne, nous avons, dès le lendemain de la crise, déployé des observateurs sur le terrain, avec une rapidité exceptionnelle. Leur contribution à la stabilisation de la situation et à l'instauration d'un climat de confiance entre les parties est aujourd'hui essentielle.

Concernant l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, je relève surtout qu'elle n'a été reconnue que par un nombre très limité de pays. Ce qui signifie que la communauté internationale, dans son immense majorité, refuse de reconnaître le fait accompli et soutient l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Géorgie. C'est la position constante de la France et de l'Union européenne. Je me réjouis que cela soit aussi celle du Kazakhstan.

2. Monsieur Sarkozy, votre visite était attendue dans la première moitié de l'année. Dans quelle mesure la rumeur, selon laquelle le report de votre visite au Kazakhstan serait lié à des divergences entre KazaAtomProm et le groupe Areva, est-elle vraie ?

Aucune date n'avait été fixée, mais il est vrai que j'aurais aimé me rendre plus tôt au Kazakhstan et que j'attache une importance très particulière à ma visite. Le Kazakhstan est pour la France un partenaire privilégié, compte tenu de ses immenses potentialités économiques, mais aussi de son poids politique et de son positionnement géographique. C'est pourquoi nos deux pays ont conclu en 2008 un Traité de partenariat stratégique. C'est donc avec le plus grand intérêt et beaucoup de plaisir que je me rendrai mardi dans votre pays, que j'avais découvert en 1993 alors que j'étais ministre. Et je me réjouis également de découvrir Astana, votre nouvelle capitale.

S'agissant des relations entre KAP et Areva, elles sont au contraire au beau fixe et la visite sera l'occasion de le démontrer.

3. Monsieur le Président, cette question revêt un caractère personnel. Si vous aviez à choisir entre la démocratie et la stabilité intérieure d'un pays, de quel côté pencheriez-vous ? Et de façon plus générale, que pensez-vous de la thèse « ressources en échange de la démocratie » ?

J'ai toujours refusé cette idée selon laquelle il faudrait choisir entre la stabilité et la démocratie.

Même s'il n'existe pas un seul modèle démocratique, et que chaque pays a sa culture et son identité, je crois qu'il n'y a de stabilité réelle et durable qu'enracinée dans une société où chaque citoyen se sent respecté dans ses droits fondamentaux.